

RELATION ATLANTIQUE : LE TEMPS DES DOUTES

DANIEL CIRERA *

La divergence de plus en plus sensible entre l'Europe – opinions mais aussi gouvernements – et les États-Unis porte depuis le 11 septembre 2001 sur des perceptions de plus en plus différenciées de la sécurité, notamment face au terrorisme. Elle se double depuis l'intervention en Irak de doutes profonds chez les Européens sur la méthode qui consiste à « imposer la démocratie », y compris par l'usage de la force, au risque de provoquer une radicalisation face à ce qui est légitimement perçu comme une offensive néo-impérialiste.

Si le lien atlantique n'est plus perçu comme une garantie de sécurité mais comme porteur du risque de se trouver entraîné dans des aventures contraires aux intérêts et à la sécurité des Européens, c'est sa raison d'être qui est contestée. Les contentieux sont nombreux, qu'ils portent sur la Cour pénale internationale, le protocole de Kyoto, les subventions agricoles, la diversité culturelle, la levée de l'embargo des armes à destination de la Chine, et surtout à propos de l'Iran. Ils s'accompagnent d'un élargissement du fossé entre opinions, amplifié par l'administration Bush, que ce soit sur les rapports entre marché et social, ou sur les rapports entre religion et politique.

Dans cette désolidarisation de plus en plus largement ouvertement assumée, se trouve posé de facto le niveau d'alignement ou d'autonomisation envers l'allié traditionnel d'outre-Atlantique. Ainsi grandit et peut se crédibiliser la vision d'une Europe plus autonome, libérée de la tutelle américaine. Ce débat divise les pays de l'Union européenne, les forces politiques. Il reste encore hésitant dans la gauche.

* RESPONSABLE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

La crise de la relation atlantique est-elle conjoncturelle, ou bien est-elle l'expression et une résultante des mouvements profonds, « tectoniques », qui dessinent les nouveaux rapports internationaux, de puissance, de domination, de nouveaux rapports de force et la montée d'exigences nouvelles dans le monde de l'après-guerre froide ? Une période de tensions complexes marquée par le néo-impérialisme des États-Unis, l'émergence de pôles de développement et de puissance, dans un monde immergé dans les affrontements de la concurrence généralisée.

La question est essentielle puisqu'elle porte sur ce qui a structuré la dépendance de l'Europe envers les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et qui reste un des piliers fondamentaux de l'influence, de la puissance et de la domination nord-américaine. D'une part l'effondrement de l'Urss et des pays socialistes européens a totalement bouleversé la donne et le rapport de forces, posant de façon de plus en plus directe la question de l'utilité de la dépendance envers Washington. D'autre part cette mise en question est amplifiée par la tendance à l'autonomisation de l'Union européenne, notamment en matière de sécurité, au fur et à mesure de la construction. Dans *Le grand échiquier*, Zbigniew Brzezinski explicite, à la fin des années 90, l'enjeu que représentent pour une Amérique toute-puissante les évolutions de ce qu'il appelle l'Eurasie : « L'Europe est l'alliée naturelle de l'Amérique. L'une et l'autre partagent les mêmes valeurs, puisent, pour l'essentiel, dans un fond religieux commun et s'inspirent, dans la sphère politique, de la même culture démocratique. [...] L'Europe est la tête de pont géostratégique fondamentale de l'Amérique. Pour l'Amérique, les enjeux géostratégiques sur le continent eurasiatique sont énormes. Plus précieuse encore que la relation avec l'archipel japonais, l'Alliance atlantique lui permet d'exercer une influence politique et d'avoir un poids militaire directement sur le continent [...] Si l'Europe s'élargissait, cela accroîtrait automatiquement l'influence directe des États-Unis. À l'inverse, si les relations transatlantiques se distendaient, c'en serait fini de la primauté de l'Amérique en Eurasie »¹.

En seulement quelques années, la dynamique s'accélère. La tendance à la différenciation qui s'est manifestée sur des questions

¹ Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier*, Hachette littératures, Paris 1997.

comme la Cour pénale internationale, le protocole de Kyoto, s'est trouvée de fait confortée par l'offensive néo-conservatrice de l'administration Bush au lendemain du 11 septembre. La crise a atteint un paroxysme dans la période qui a précédé et qui a conduit au déclenchement de la guerre d'Irak, en mars 2003².

La crise irakienne et les Européens

La guerre en Irak marque en effet un tournant majeur dans la relation entre les États-Unis et les alliés européens. Non pas qu'elle éclate dans un ciel serein. Les causes de tensions sont nombreuses, notamment pour ce qui touche au commerce international, ou dans la relation aux institutions multilatérales comme le système des Nations unies. Les rivalités commerciales sont réelles et s'exacerbent, comme en témoignent les conflits sur l'acier ou les affrontements entre Airbus et Boeing. Mais la crise irakienne fait office de révélateur parce qu'elle porte sur une question éminemment politique, qui engage directement les opinions. Dans un moment d'extrême tension l'opposition décisive à l'administration américaine viendra non pas d'opposants stratégiques traditionnels ou potentiels mais d'alliés européens, avec un effet d'entraînement qui conduira à l'isolement de l'administration Bush et à un refus majoritairement partagé de légitimer l'option militaire. Un fait sans précédent compris à juste titre comme une rupture qui ouvre une période nouvelle et qui marquera durablement les consciences, notamment dans l'opinion américaine. Faut-il le rappeler la décision de solliciter une deuxième résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, début 2003, fut prise,

² « Contre toute attente, la tragédie du 11 septembre a révélé sur fond d'hostilité planétaire à l'Amérique la réalité du fossé qui s'est lentement creusé entre l'Europe et les États-Unis [...] La distanciation européenne à l'égard de l'administration Bush n'a fait que croître, culminant à l'automne 2002 dans le débat sur la réponse à apporter au danger irakien » s'alarme Laurent Cohen-Tanugi, ajoutant : « On aurait tort toutefois d'attribuer à l'éloignement transatlantique actuel, comme c'est souvent le cas, un caractère seulement conjoncturel, lié aux suites du 11 septembre et à la tonalité nouvelle de la politique étrangère américaine. Ce n'est là en effet que le catalyseur et le révélateur d'évolutions plus vastes dont les éléments se conjuguent pour entraîner, si l'on n'y prend garde, les deux pôles du monde occidental sur des voies séparées. » Laurent Cohen-Tanugi, *L'Europe et l'Amérique au seuil du XXI^e siècle*, Odile Jacob, Paris, 2003.

après beaucoup d'hésitations, sous la pression de Colin Powell, et pour des raisons fondamentalement politiques : il s'agissait d'obtenir le soutien des alliés européens dans un cadre multilatéral, essentiel pour légitimer l'opération aux yeux de l'opinion américaine³.

Ce lâchage en dépit des pressions de toutes sortes est d'autant plus insupportable pour l'administration Bush qu'il entraîne l'immense majorité des opinions, de la « vieille » mais aussi de la « nouvelle » Europe. Surtout il aurait été impossible sans la prise de position de l'Allemagne. Pour Washington, comme pour le monde, le signal est clair. L'alliance Paris-Berlin confortée par Moscou sonne au-delà du camouflet comme l'illustration exemplaire que la puissance incontestée, la domination suprême au plan militaire se heurtent à des résistances, cette fois venant d'alliés occidentaux et, scandale préoccupant, d'un pays, l'Allemagne, pilier fondamental de l'Alliance occidentale et de l'OTAN.

L'administration Bush n'aura de cesse dans la période qui précède le déclenchement de la guerre, comme dans les mois qui suivent jusqu'à aujourd'hui, de faire légitimer son choix, et si possible d'élargir le soutien direct, y compris militaire, notamment à travers l'Otan. Sans réel succès. Non seulement la guerre n'a pas été légitimée dans l'opinion, même avec la chute de la dictature de Saddam Hussein, mais elle suscite une hostilité grandissante. Non seulement le soutien direct ne s'est pas élargi, mais il n'a cessé de se rétrécir. Les opposants à la guerre ne cèdent pas sur l'essentiel. En avril 2003 à Saint-Petersbourg, Jacques Chirac, Gerhard Schröder et Vladimir Poutine soulignent leur soutien à l'ONU et mettent Washington et Londres devant leurs responsabilités pour « ramener l'ordre en Irak ». Le premier geste du gouvernement Zapatero pour se démarquer clairement d'Aznar est de retirer, plus tôt qu'annoncé, le contingent espagnol. L'Allemagne reste ferme sur sa position, même avec l'arrivée d'Angela Merkel à la Chancellerie, en dépit de ses affinités conservatrices et atlantiques avec le président américain. En Italie la coalition de gauche conduite par Romano Prodi fait du retrait des soldats italiens une des priorités en cas de victoire aux élections d'avril 2006. Ainsi, en Europe l'opposition à la guerre et à la poursuite de l'occupation devient un enjeu de politique intérieure. Comme dans la phase qui précède la décision de lancer les opérations, la tension s'aiguise jusqu'à se traduire par une fracture au-delà sans doute de ce que les gouvernements eux-mêmes pouvaient envisager.

³ Voir Daniel Durand, *Irak, qui a gagné ?*, La Dispute, Paris, 2003.

Au fil des semaines, avec la montée des résistances, à travers la confrontation sur le positionnement à la stratégie américaine, perçait une crise plus fondamentale.

Le soutien à la guerre ou son refus mettant au pied du mur gouvernements et forces politiques quant la nature des rapports à maintenir, à développer, à transformer, à refonder, avec la puissance dominante de l'Alliance. On reparle *d'impérialisme*. Non pas en général, mais comme un critère de différenciation. Dans cette désolidarisation de plus en plus largement assumée jusqu'à devenir majoritaire dans les opinions se trouve posé de facto le niveau d'alignement ou d'autonomisation envers l'allié traditionnel d'outre-Atlantique.

Dans la polémique frontale qui oppose l'axe Londres-Madrid-Rome et Varsovie à la coalition Paris-Berlin (et Moscou), la dynamique politique joue contre les gouvernements accusés de se soumettre à la rhétorique et à l'aventurisme va-t-en-guerre d'un Bush plus arrogant que jamais. Une certaine conscience solidaire européenne se reconnaît dans la fermeté franco-allemande, retournant contre Blair et Aznar leurs tentatives d'isolement de la France et l'Allemagne, lors du fameux sommet des Açores. La montée en puissance du rejet de la guerre dans les opinions, *toutes* les opinions y compris dans les pays de la « nouvelle Europe », et du mouvement anti-guerre culminant dans les immenses manifestations du 15 février, particulièrement en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie, consacrent cette fracture. Quant aux pays nouveaux adhérents de l'UE, on peut considérer qu'au-delà des raisons idéologiques, leur alignement sur la position américaine est fortement motivée par des raisons de sécurité immédiate et par les pressions énormes qu'ils ont subies.

Ainsi s'exprime une logique d'autonomisation, même si ce n'est pas de manière explicite. Le lien atlantique n'est donc plus une garantie de sécurité face à un adversaire commun identifié. Au contraire il porte en lui le risque de se trouver entraîné dans des aventures contraires aux intérêts et à la sécurité des Européens. Cela vaut aussi pour la conception de la lutte contre le terrorisme, dont Washington prétend faire le ciment d'une coalition globale dont il revendique évidemment la direction. J'y reviendrai.

Les valeurs partagées ?

Très vite le débat déborde la question immédiate de la guerre en Irak pour porter sur les visions du monde qu'implique le choix entre l'option militaire ou l'option diplomatique. Entre politique de la force et gestion multilatérale des conflits ou des crises. Entre

l'engagement unilatéral passant outre les institutions et le droit international, et ce cadre fixé par la Charte de l'ONU. La décision de passage en force de George Bush, la tonalité menaçante des déclarations d'un Ronald Rumsfeld, l'arrogance des néo-conservateurs aiguïssent cette divergence.

Dans son fameux article « Puissance américaine, faiblesse européenne », Robert Kagan, met en évidence les oppositions de vision du monde, et les contradictions qui minent la relation transatlantique dans un moment crucial : « Il faut cesser de faire comme si Américains et Européens avaient une vision commune du monde, voire comme s'ils vivaient sur la même planète [...] Sur les grandes questions stratégiques et internationales, les Américains sont des habitants de Mars et les Européens de Vénus : ils ne sont que très rarement d'accord entre eux et se comprennent de moins en moins »⁴.

Les éléments de différenciation ne portent pas que sur la guerre et la politique menée sous la houlette des néo-conservateurs. On les retrouve sur les questions sociales et économiques. Une étude publiée fin 2004 relève que « la fracture s'élargit » entre les citoyens américains et l'opinion française sur les mérites de la concurrence ou le rôle de l'État. 54 % des Français rejettent le concept de capitalisme approuvé par 64 % des Nord-Américains. On ne peut manquer d'évoquer aussi les positions radicalement opposées chez une majorité d'habitants des deux pays sur l'avortement ou la peine de mort⁵. Quant à l'influence grandissante de la droite ultra-religieuse dans le parti républicain, les institutions, la haute administration, et ceux qui influencent les choix politiques et sociaux, elle entre en contradiction avec la conception laïque qui sous des formes différentes caractérise globalement les rapports entre religion et politique en Europe⁶.

Un élargissement du fossé entre opinions

Ces tendances méritent d'autant plus attention qu'elles ne concernent donc pas simplement des conflits d'intérêts conjoncturels ou des tensions entre États. Toutes les enquêtes d'opinion relèvent

⁴ Article paru dans *Policy Review* n° 113. Traduction dans la revue *Commentaire*, automne 2002.

⁵ « France-États-Unis, Regards croisés, le choc des valeurs », Étude Euro RSCG Worldwide. *La Tribune*, 22 octobre 2004.

⁶ Voir Anatol Lieven, *Le nouveau nationalisme américain*, pp. 311 et suivantes, JC Lattès 2005. Voir aussi Ramsès 2006, p. 132, Ifri, Paris.

l'élargissement du fossé entre les opinions de deux rives de l'Atlantique, au point qu'on n'hésite pas à parler de fracture structurelle.

L'étude du German Marshall Fund de septembre 2004 confirme un rejet massif et durable en Europe de la politique de George Bush. Un an après son déclenchement, 76 % désapprouvent la guerre en Irak.

Les facteurs de division portent sur l'hégémonie américaine et sur le recours à la force. 58 % des Européens ne souhaitent pas que les États-Unis jouent un rôle dirigeant (de « leadership ») dans le monde (+9 % par rapport à 2003). Sans doute une majorité d'Européens (60 %) et d'Américains (71 %) disent partager suffisamment de valeurs et d'intérêts communs pour poursuivre la coopération. Cependant, alors que 60 % des Nord-Américains souhaitent un rapprochement, 50 % des citoyens de l'Union européenne affirment le désir d'une diplomatie et d'une politique de sécurité plus indépendantes.

Sur l'usage de la force, le clivage se précise. 54 % des Américains contre 28 % des Européens considèrent que la force militaire est la meilleure garantie pour préserver la paix. La distinction porte aussi sur les objectifs et les priorités pour cet usage de la force. Outre-Atlantique majoritairement on privilégie la menace terroriste, la prolifération nucléaire, la défense des alliés, conformément au consensus entretenu par les forces dominantes. Par contre les opinions européennes approuveraient des interventions pour répondre à des désastres humanitaires, mettre fin à des conflits intérieurs ou pour le maintien de la paix. Pour 59 % des Américains un pays a le droit d'engager une action militaire sans l'accord de l'ONU si ses intérêts sont en jeu, contre 44 % en Europe. Il est intéressant de noter que ce clivage partage aussi les électeurs républicains et démocrates, ces derniers se trouvant plus proches de la vision majoritaire des opinions européennes.

La campagne autour de l'élection présidentielle en novembre 2004 qui opposait George Bush et John Kerry (dénigré par ses adversaires conservateurs comme « européen » !) a confirmé la désaffection croissante envers la politique américaine conduite par l'administration républicaine. Une enquête menée en cet automne dans neuf grands pays souligne la profondeur de ces divergences ⁷. 70 % des Français considèrent que leur opinion sur

⁷ Cf. note 4.

les États-Unis s'est détériorée des dernières années, 60 % des Espagnols (mais aussi 64 % des Canadiens et 74 % des Japonais !). 77 % de l'opinion française condamnent l'invasion de l'Irak et 80 % considèrent que la guerre ne contribue pas à la lutte contre le terrorisme. Évolution significative, la tendance est la même chez les Britanniques : pour 45 % leur opinion s'est détériorée, et 73 % pensent que les États-Unis exercent une influence excessive dans les affaires internationales. Ainsi le *Guardian* relève qu'un « nouvel antiaméricanisme » se fait jour en décalage grandissant avec l'alignement inconditionnel de Tony Blair⁸.

Un point essentiel de divergence porte sur le multilatéralisme et le rapport au système des Nations unies. Pour les Européens, ce doit être le fondement des relations internationales. Lors du Sommet marquant le 60^e anniversaire de l'organisation en septembre 2005, la divergence se manifeste avec éclat sur la question de la réforme de l'institution. Les centaines d'amendements déposés par le nouvel ambassadeur ultra-conservateur John Bolton, destinées à bloquer toute avancée, sont ressenties comme une provocation et un diktat, frontalement opposée à la conception défendue par la majorité des États et particulièrement par les Européens. Ce conflit se retrouvera face au blocage américain sur le financement du budget de l'organisation.

L'année 2005

Tout confirme que la guerre en Irak reste comme un moment, si ce n'est d'une rupture d'égale intensité dans les pays du vieux continent, du moins d'un changement qualitatif dans la relation atlantique que les évolutions ultérieures ne modifient pas en profondeur.

Au lendemain de la réélection de George W. Bush, l'année 2005 est marquée par une conjonction d'efforts, de part et d'autre, pour tenter de surmonter la crise, et de faire repartir la relation traditionnelle, stratégique, sur des bases apaisées. La normalisation de la relation transatlantique est citée dans le premier discours du président américain comme une priorité. Du côté européen, que ce soit par conviction atlantiste durement violente dans la période écoulée, ou par réalisme, on se félicite de ce rapprochement. La visite de George Bush en Europe en février, précédé par une tournée de la toute nouvelle secrétaire d'État Condoleezza Rice, donne lieu à une multiplication de rencontres,

⁸ Dossier paru dans *Le Monde*, 16 octobre 2004.

de déclarations, dont l'objectif déclaré est de « recoller les morceaux ».

On assiste à un double mouvement. Un infléchissement visible de la rhétorique nord-américaine. L'affirmation du côté européen, et particulièrement chez les dirigeants français puis allemands, d'un souci partagé de tourner la page, d'un « nouveau départ ». En France, les forces et les milieux atlantistes qui avaient « subi » la position française – jugée provocatrice, excessive et inopportune – ne cachent pas leur soulagement. On parle de « réconciliation », de « rapprochement gagnant-gagnant », avec même un certain esprit de revanche ⁹.

Le choix de Condoleezza Rice d'initier sa tournée européenne à Paris et par un discours sur les relations entre la France, l'Europe, et les États-Unis est significatif. Même si chacun sait à quoi s'en tenir, on n'en est plus au brutal « pardonner aux Russes, ignorer les Allemands et punir les Français » prononcés par l'ex-conseillère au plus fort de la crise. Dans sa conférence à l'Institut d'études politiques de Paris, le 8 février, elle fixe le cadre : « Nous avons eu des désaccords. Mais il est temps de se détourner des désaccords du passé. Il est temps d'ouvrir un nouveau chapitre dans nos relations et un nouveau chapitre de notre alliance. L'Amérique est prête à travailler avec l'Europe sur nos priorités communes. Et l'Europe doit être prête à travailler avec l'Amérique. » Les priorités sont fixées : le Grand Moyen-Orient, la démocratie en Afghanistan et en Irak, et les relations entre Arabes et Israéliens.

Chez les alliés européens, les gouvernements et les forces qui considèrent le lien atlantique comme vital, plus encore avec la construction européenne, souhaitent la fin de l'affrontement. Ils misent sur la reprise de coopérations politiques et économiques mises à mal, non seulement par la guerre d'Irak, mais aussi par des tensions dans les relations commerciales internationales, sur les questions agricoles, dans la relation dollar-euro, ou l'isolement entre secteurs industriels.

La nouvelle administration perçoit quant à elle le risque d'une politique trop frontale envers les alliés, alors qu'elle a besoin de faire partager le coût de la reconstruction et la responsabilité politique face à la détérioration de la situation en Irak.

Indéniablement le ton change, et on assiste à des évolutions contradictoires notamment sur le dossier iranien. Mais si le ton change, le fond reste inchangé. Le discours de Condoleezza Rice à

⁹ *Libération*, 9 février 2005.

Paris est un appel à rejoindre la « croisade contre le Mal », au nom de la communauté d'intérêts. L'éditorialiste du *Monde*¹⁰ explique : « Ce qui a changé, c'est le ton, essentiel en diplomatie. C'est aussi la reconnaissance par le président américain que l'Europe unie – et pas seulement la « nouvelle Europe » chère à son secrétaire à la défense Donald Rumsfeld – peut être un atout dans la stratégie globale des États-Unis. Il ne faut pas s'y tromper ; les Américains ne sont pas plus prêts qu'au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 à se concerter avec les Européens sur les orientations fondamentales. Mais ils sont disposés à faire quelques efforts pour convaincre les Européens du bien-fondé de leurs propres ambitions. » Les nominations des faucons comme John Bolton comme ambassadeur à l'ONU ou de Paul Wolfowitz à la tête de la Banque mondiale indiquent la poursuite des mêmes objectifs, mais il peut s'agir du « remplacement d'une stratégie monolithique d'affrontement du terrorisme par une stratégie d'étouffement plus complète, voire plus subtile »¹¹. Sous le titre « Les limites d'une réconciliation *Le Figaro* explique au lendemain du dîner de travail entre Jacques Chirac et George Bush à Bruxelles le 21 février que sur les sujets brûlants de la Syrie et de l'Iran « les divergences franco-américaines demeurent flagrantes, Paris privilégiant le dialogue diplomatique aux perspectives de confrontation avec Damas et Téhéran que laisse planer l'administration Bush »¹². Les contentieux ne sont pas levés, que ce soit sur l'Irak, la Cour pénale internationale, le protocole de Kyoto, les subventions agricoles, la diversité culturelle, la levée de l'embargo des armes à destination de la Chine, et surtout à propos de l'Iran.

Le dossier iranien

La gestion du dossier du nucléaire iranien est en effet exemplaire des tensions, des différences d'approche et d'intérêts, et des évolutions du rapport entre Européens et l'administration Bush. Il illustre à la fois le double rapprochement opéré au cours de l'année 2005 et la persistance des divergences sur le traitement et la solution d'une crise qui recèle tous les éléments d'une crise internationale majeure.

Depuis 2003, alors que s'expriment des doutes sérieux sur les déclarations de l'Iran quant à l'utilisation strictement pacifique de

¹⁰ *Le Monde*, 26 février 2005.

¹¹ *Ramsès 2006*, Ifri/Dunod, p. 130.

¹² *Le Figaro*, 22 février 2005.

ses installations nucléaires, conformément aux obligations du traité de non-prolifération, Américains et Européens s'opposent frontalement. L'Iran des mollahs est depuis l'arrivée de l'administration Bush classé dans les États-voyous, en bonne place dans la liste des pays de « l'axe du mal ». Depuis plusieurs années, la « loi d'Amato » menace de sanctions les pays et les entreprises qui travaillent avec Téhéran. Interrogée lors de sa prise de fonction, début janvier 2005, Condoleezza Rice répond sans détour : « Le but des États-Unis est d'avoir en Iran un régime qui prenne en compte les inquiétudes que nous avons au sujet d'une politique qui est à 180 degrés opposée à nos intérêts. » Bush et son équipe font pression pour que le cas de l'Iran soit transféré sans délai au Conseil de sécurité, dans le but cyniquement avoué de décider des sanctions, d'ouvrir la voie à une intervention militaire, comme de frappes sur les installations nucléaires. Tout le monde a en tête l'exemple irakien. Il est vivement encouragé dans cette voie par les dirigeants israéliens qui eux-mêmes brandissent la menace de frappes « préventives ». Ce n'est pas l'option des Européens qui à travers le G3-Europe comprenant la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne engagent le dialogue et une médiation avec l'AIEA, pour une solution diplomatique et éviter une escalade. Les raisons en sont diverses, liées à des intérêts commerciaux et économiques, mais aussi à la conviction fondée sur l'expérience qu'une déstabilisation de l'Iran aurait des conséquences en cascade catastrophiques et non maîtrisables, tant au plan énergétique, bien entendu, mais aussi politique, dans une région déjà en pleine effervescence, comme directement sur les pays européens. L'enlèvement américain en Irak, ses conséquences dans l'aiguinement des tensions dans la région, et les hésitations à se lancer dans une nouvelle aventure militaire conforteront le réalisme de cette option diplomatique.

Le cas iranien concrétise à travers des intérêts contradictoires, économiques et politiques, une divergence réelle dans un traitement de crise, et qui porte sur le choix entre l'usage de la force et l'option diplomatique. Il est d'autant plus significatif que le sujet iranien a été de toutes les discussions entre Européens et l'administration Bush. En outre la participation britannique aux efforts diplomatiques tranche avec la fidélité à toute épreuve manifestée par Tony Blair tout au long de la crise irakienne.

Au cours de l'année 2005 on retrouve le double mouvement évoqué plus haut. D'une part, l'administration Bush relâche la pression et laisse la porte ouverte aux Européens pour une option diplomatique. Sans doute sous la pression des événements et dans l'incapacité de s'engager réellement dans une nouvelle opération

militaire, mais sans rien abandonner de la rhétorique guerrière et sans se lier les mains. Tout au contraire, en paraissant ménager ses alliés, George Bush les expose dans le pire moment. Ils se retrouvent face au nouveau Premier ministre iranien ultra-conservateur, qui joue de la fibre nationaliste et anti-occidentale pour des raisons de politique intérieure et pour conforter une position de porte-voix de la résistance à l'impérialisme. La tension franchit une étape critique début 2006 avec la transmission du dossier au conseil de sécurité de l'Onu, à l'initiative des Européens, suite à la décision de l'AIEA. Ce qu'ils avaient refusé jusqu'à ce jour. Ils se retrouvent en première ligne à la grande satisfaction de Washington, pris en otages, entre le discours menaçant et agressif de Bush et la surenchère nationaliste et antisémite du Premier ministre iranien.

On ignore à ce jour l'issue de cette crise et de ce bras de fer. Même si l'on arrive à faire baisser la tension, ce qui est le plus souhaitable évidemment, et à trouver une sortie honorable, notamment à travers la médiation russe, l'Iran restera au cœur d'un enjeu considérable en s'affirmant comme un acteur incontournable des relations internationales, pour le meilleur comme pour le pire, en fonction des évolutions intérieures. Ainsi le cas est exemplaire pour les Européens. Ou bien ils contribueront effectivement à une issue politique, pacifique, et s'opposeront à toute tentative d'escalade militaire. Ou bien ils perdront une occasion d'affirmer une option alternative à l'ambition hégémonique nord-américaine et à la primauté du militaire et de la force. Et ils laisseront la main, à d'autres, comme la Russie, et pour d'autres cas à la Chine.

Le pire n'est jamais certain. En l'occurrence les raisons d'un espoir raisonné tiennent aux difficultés rencontrées par l'administration américaine, et surtout à la convergence entre Européens, la Russie et des pays émergents. Encore faut-il qu'existent les volontés politiques. L'autre élément à prendre en compte, éminemment politique, réside dans le fait que la tendance n'est pas à l'amélioration de l'image de « l'Empire » dans les opinions européennes.

Des perceptions de plus en plus différenciées de la sécurité

Les enquêtes réalisées en 2005 confirment les études des années précédentes. Tout laisse penser que la vision des États-Unis en Europe continue à se détériorer avec les révélations sur Guantanamo, les sévices à Abu Ghraib et « l'affaire » des avions

prisons de la CIA, dont certains ont fait escale dans plusieurs pays européens ¹³.

Surtout grandit la conscience que la stratégie de guerre américaine ne réduit pas les sources de violence mais au contraire les alimente. Deux citoyens européens sur trois – et l’immense majorité des citoyens français – considèrent que la guerre en Irak a aggravé la menace terroriste ¹⁴. Peu d’années après le choc du 11 septembre, on ne peut être que frappé par ce renversement d’opinion. Il est capital dans la perception du lien atlantique légitimé fondamentalement comme socle de notre sécurité.

La divergence porte depuis le 11 septembre sur la manière la plus efficace, la plus acceptable et légitime de contrer la menace de groupes terroristes. On la retrouve dans les interrogations, voire les critiques portées contre l’orientation globale de la politique américaine envers les pays arabes et musulmans, dans le projet de « Grand Moyen-Orient ». Il vise sans états d’âme à préserver et renforcer l’hégémonie américaine de la Méditerranée à l’Asie centrale, à garder la maîtrise des sources d’approvisionnement énergétique. Ne serait-ce que pour cette raison c’est un défi pour les Européens – comme pour le monde entier, bien entendu. Mais la méthode qui consiste à « imposer la démocratie » suscite de grandes inquiétudes. Comme manifestation de l’arrogance néo-impérialiste, elle ne peut que provoquer une radicalisation des réactions tout au profit des forces de l’islam radical politique. Tout doit conduire les Européens, opinions et dirigeants, à récuser cette approche, stratégique et idéologique, si contraire aux intérêts des peuples de la région, comprenant l’ensemble euro-méditerranéen ¹⁵.

Cette évolution des opinions sur les conséquences de la politique américaine au nom de la lutte contre le terrorisme est d’autant plus significative que c’est sur ce thème qu’après le 11 septembre les États-Unis ont appelé à se rallier à leur « croisade du Bien contre le Mal ». Or ce débat rejoint dans les faits celui engagé sur le devenir, la légitimité de l’Otan, au lendemain de l’effondrement de l’Union soviétique. On n’en finit pas depuis le

¹³ Révélatrice à cet égard est l’enquête ouverte par le Conseil de l’Europe sur les activités de la CIA en Europe, et notamment le survol ou l’escale d’avions chargés de détenus.

¹⁴ German Marshall Fund, septembre 2004.

¹⁵ Sur l’ensemble de cette question, voir Pascal Boniface, *Vers la 4^e guerre mondiale*, Armand Colin, Paris, 2005, et son introduction à *L’Année stratégique 2006*, Dalloz-IRIS, Paris, 2006.

début des années 90 de revenir sur ce qui justifie la pérennisation et le renforcement de cette alliance, fille de la guerre froide. C'est d'ailleurs un des paradoxes de la période que le renforcement de la présence américaine en Europe à travers l'élargissement de l'Otan accompagne un recul de leur influence sur les Européens et l'affirmation d'une identité européenne. Sans remonter aux tensions dans le traitement de la crise yougoslave et des bombardements de la Serbie en 1999, on peut rappeler qu'au lendemain du 11 septembre, alors que les alliés s'empressaient d'invoquer leur solidarité et multipliaient leurs offres de service en activant l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, Donald Rumsfeld avançait la nouvelle doctrine comme quoi « ce n'est plus l'alliance qui détermine la mission mais la mission qui détermine l'alliance ».

Les dirigeants européens, français en tête, ne manquent pas une occasion de rappeler leur attachement indéfectible au lien transatlantique. Mais les propos d'Angela Merkel à la Conférence du Munich en février 2006 sur le renforcement et l'élargissement du rôle de l'Otan ne font pas oublier l'émotion créée par les déclarations de Gerhard Schröder un an auparavant. Peut-être d'ailleurs souhaitait-elle lui répondre. A la stupeur générale, le chancelier avançait l'idée que l'Alliance « n'était plus le lieu primordial où les partenaires transatlantiques exposaient et coordonnaient leurs conceptions stratégiques ». Une fois de plus était questionnée – à quel niveau et par quel partenaire ! – la raison d'être de l'Alliance comme lieu de concertation politique et stratégique. On l'aura compris il ne s'agit pas ici de s'inscrire dans ce qui en fait vise à une adaptation du système atlantique aux réalités nouvelles européennes, mais de pointer les éléments de contradiction sur lesquels appuyer une démarche de transformation de la construction en cours. D'autant que concernant l'Allemagne, tout reste ouvert. Tout rapprochement avec Washington, toute évolution de la politique étrangère aura des conséquences sur la relation franco-allemande, et par conséquent sur l'ensemble du positionnement des gouvernements et de l'Union européenne elle-même.

L'Europe une « puissance pacifique » ?

Le débat est moins militaire que politique. Il s'ancre sur la dynamique d'autonomisation objective de la construction d'une Union européenne capable d'assurer en toute indépendance sa sécurité, en fonction des intérêts des peuples, selon ses conceptions, qui tendent à se différencier de la stratégie néo-impérialiste américaine. La question des rapports de l'Union européenne et des

États-Unis à travers l'Otan, a été un des enjeux du débat sur le projet de Traité constitutionnel européen même s'il n'en a pas été l'élément déterminant. De façon significative, les défenseurs du traité ont évité la confrontation sur ce sujet alors que le traité est très clair sur le lien organique entre la défense européenne et l'Otan. Au contraire les partisans du oui à gauche insistent sur l'urgence de construire une Europe politique forte pour faire pièce à l'hégémonie américaine et à la politique du président Bush, faisant l'impasse sur le contenu réel du texte proposé.

Ce débat mérite d'être poursuivi et approfondi. Il est utilisé la plupart du temps pour justifier et légitimer au nom d'une « Europe puissance » une conception mimétique de la puissance américaine, avec une pression forte pour le renforcement militaire dans le cadre européen et l'augmentation des budgets de défense. Or ce qui ressort des enquêtes d'opinion ne conforte pas cette vision. A la question sur le souhait de voir l'Union européenne devenir une superpuissance, 70 % des Européens répondent favorablement. Mais seulement 44 % maintiennent leur position si elle implique une augmentation des dépenses militaires. Pour 26 % l'UE doit être une superpuissance « civile » et se concentrer sur la puissance économique pour faire face à la mondialisation. Et si 55 % sont favorables à une « armée unique », ils ne sont plus que 39 % si cela entraîne des pertes d'emploi !

Ainsi grandit et peut se crédibiliser la vision d'une Europe plus autonome, libérée de la tutelle américaine. Ce débat divise encore les États européens et les forces politiques. Il reste encore hésitant à gauche. Pèse encore en France notamment le fait que traditionnellement les promoteurs de la construction européenne s'inscrivent dans une perspective atlantiste. A contrario pendant des décennies, c'est au nom de leur engagement anti-impérialiste que des forces se sont opposées à la construction d'une Europe unie. Cette contradiction commence à être dépassée, le débat portant maintenant sur le sens, le contenu des politiques de l'Union européenne, et non sur sa nécessité ou sa légitimité. Paradoxalement c'est bien souvent de l'extérieur de l'Europe que se fait pressant l'appel à une Europe forte, « puissance pacifique », en capacité de jouer un rôle actif, par son économie, sa monnaie, de peser dans la mondialisation à partir de son histoire, de sa culture démocratique et des luttes du mouvement ouvrier, de la place de l'État et du secteur public, pour contrer les logiques ultra-libérales dominantes et contribuer à modifier les rapports de forces.

Dans une étude parue à l'automne 2004, l'universitaire Michael Cox examine les tendances qui, selon lui commencent à

se faire sentir et qui « ne vont pas nécessairement dans le sens du maintien de la relation ». « La première est le sentiment croissant de nombreux Européens que la profonde inégalité de l'actuelle distribution du pouvoir les rend trop dépendants d'une Amérique dans les jugements de qui ils n'ont pas toujours confiance ; et la deuxième (trop souvent écartée par les sceptiques), ce sont les énormes changements sur le continent européen, qui conduiront probablement à une définition de son identité pas seulement en terme d'image de plus en plus négative de l'Amérique. Cela explique en partie certains aspects nouveaux de la situation moderne : le fait qu'un nombre croissant d'élites (et pas seulement en France) obtiennent désormais un soutien politique en jouant la carte anti-américaine. » Les logiques actuelles, conclut-il, convergent « vers une nouvelle Europe susceptible avec le temps de devenir de plus en plus indépendante quand il s'agira de traiter avec les États-Unis »¹⁶.

Quoi qu'il en soit, on n'en est qu'au début d'une nouvelle période. Mais la prise en compte des contradictions qui traversent la relation entre Europe et États-Unis dans la durée à un niveau sans précédent est une des exigences pour une juste appréciation de la complexité du mouvement des réalités internationales de la post-guerre froide. C'est un enjeu d'efficacité pour qui travaille à donner un sens solidaire et novateur à la construction européenne et à sa transformation, en dynamique avec les aspirations exprimées dans la dernière période, dont le rejet du traité constitutionnel et la crise irakienne sont les révélateurs.

¹⁶ Michael Cox, professeur de relations internationales à la London School of Economics and Political Science, *Qu'est-il arrivé à la relation transatlantique ? L'Amérique vue par l'Europe : de la Guerre froide à la guerre contre le terrorisme*, in *Le Banquet*, Paris, octobre 2004.